

LE ROYAUME-UNI

par

Caroline Martin

Dépenses R-D 1997 22,6 milliards \$US parités de pouvoir d'achat
R-D/PIB 1997 1,87 %

	<u>R-D exécutée 1997</u>	<u>R-D financée 1997</u>
les entreprises	65,2 %	49,5 %
l'État	13,8 %	30,8 %
l'enseignement supérieur	19,7 %	
Part mondiale des publications 1996	7,89 %	
Part de publication co-signées avec le Canada 1996	7,61 %	

1. Survol des sciences et de la technologie au Royaume-Uni

Les activités de S-T sont décentralisées au Royaume-Uni, chaque ministère étant responsable de celles qui se rattachent à ses propres champs d'intérêt. Il existe toutefois un service central, l'OST (*Office of Science and Technology*), qui est chargé des fonctions suivantes : coordination interministérielle et élaboration de la politique gouvernementale sur les sciences, le génie et la technologie; répartition du budget alloué aux sciences et donc de la solidité des connaissances scientifiques du Royaume-Uni; vulgarisation des sciences dans le grand public; et maximisation de l'efficacité des activités menées en collaboration avec l'UE et d'autres pays, compte tenu des objectifs du R.-U. Au milieu de l'année 1995, l'OST a été transféré du Cabinet au ministère du Commerce et de l'Industrie (DTI), afin de permettre à l'avenir une évolution parallèle des politiques scientifiques et industrielles. Bien que la solidité des connaissances en S-T au Royaume-Uni demeure la principale responsabilité de l'OST, le transfert de ces connaissances et leur exploitation par l'industrie relèvent des attributions du DTI, qui a pour mandat de stimuler l'innovation et de forger des alliances entre les entreprises, le gouvernement et le milieu universitaire afin de promouvoir le transfert de technologies, d'encourager le développement technologique et de favoriser l'adoption des meilleures pratiques, surtout dans les PME.

Le Royaume-Uni a la réputation d'avoir une forte capacité en S-T; avec seulement 1 p. cent de la population mondiale, il finance environ 4,6 p. cent de la recherche, publie environ 8 p. cent des travaux de recherche et reçoit environ 9 p. cent des citations. Les DIBRD s'y'élevaient à 14,7 milliards de livres en 1997, ce qui représente 1,80 p. cent du PIB. Le tiers environ de ces dépenses (32 p. 100) était financé par le gouvernement, la moitié (49 p. 100) par l'industrie, 15 p. cent par l'étranger et 4 p. cent par d'autres sources (oeuvres de bienfaisance et autres organisations sans but lucratif). Comparativement aux autres pays, le R.-U. se place donc en cinquième place parmi les membres du G7. Au chapitre des dépenses gouvernementales en sciences, en génie et en technologie en 1997-1998 (6,37 milliards de livres), 36 p. cent (2,31 milliards de livres) vont à la défense et le reste se divise entre le secteur scientifique - 21 p. cent, (1,33 milliard de livres), les ministères civils - 21 p. cent (1,33 milliard de livres), les conseils de financement de l'éducation supérieure - 16 p. cent (1,03 milliard de livres) et les contributions à l'UE - 6 p. cent (0,35 milliard de livres).